Tribune de Genève, 23.11.2011, page 4
« Election du Conseil fédéral »
Source : e-newspaperarchives.ch, https://www.e-newspaperarchives.ch/?a=d&d=TDG20111123-01.2.15.1
Copie d'archive pour www.alainberset.ch, établie le 24.11.2026.

Election du Conseil fédéral

«Je vois le risque que le prix de la crise soit payé durement par la population»

Vendredi, le groupe socialiste choisira son ticket à la succession de Calmy-Rey. Le Fribourgeois Alain Berset fait figure de favori

Pierre Ruetschi, Thierry Meyer, Judith Mayencourt

En huit ans de mandat politique sous la Coupole, Alain Berset fait partie du cercle restreint des hommes qui comptent à Berne. Proche du président du parti, Christian Levrat, le sénateur fribourgeois est le stratège économique du PS. Que veut-il faire s'il est élu au Conseil fédéral? Quelle vision a-t-il pour le pays, au moment où l'horizon s'assombrit? Alain Berset était l'invité de la *Tribune de Genève* vendredi dernier. Rencontre.

Vous avez construit une carrière de parlementaire. Le Conseil fédéral, c'est un poste tourné vers l'action. C'est un changement de cap?
Non, s'il y a un choix que j'ai fait, c'est celui d'être toujours tourné vers l'action. Et au Parlement, on ne manque pas d'occasions! Pas seulement en faisant des propositions dans le cadre des débats, mais en prenant de l'influence sur les dossiers. Voyez la question du franc fort. J'ai demandé en janvier de fixer un taux plancher du franc face à l'euro. Personne n'y croyait. Il a fallu six mois pour réunir les partis politiques et le Conseil fédéral autour de cette idée, et puis la Banque nationale (BNS) l'a fait. Ça, c'est de l'action politique! C'est ça que j'ai envie de faire au Conseil fédéral.

Quelle vision avez-vous de la Suisse pour les dix prochaines années?
La Suisse est un Etat d'une grande complexité, mais où le sentiment de cohésion est très fort. Ce sentiment de cohésion peut être menacé. La crise du franc va durer et une nouvelle récession arrive. Durant les quatre, cinq ou six prochaines années, je vois le risque que le prix de la crise soit payé durement par la population et que nous cédions sur les aspects de cohésion de la société. Il faut donc soutenir les emplois pour éviter le chômage, les délocalisations et la perte de savoir-faire.

Est-il imaginable que l'arc lémanique ne soit pas représenté au Conseil fédéral?
La question est légitime, mais le Conseil fédéral ne peut pas être que l'addition de sept représentants régionaux. Ce qui est important, c'est que les intérêts de toutes les régions puissent être portés au sein du gouvernement, qu'ils soient pris en compte de manière approfondie. La Suisse romande existe et je la connais très bien, y compris bien sûr l'arc lémanique, qui démontre une vigueur économique et démographique très importante. Cela génère des besoins accrus en matière d'infrastructures de transport et de logement, j'en suis bien conscient.

La situation économique se dégrade de jour en jour. La Suisse va-t-elle subir, après l'Europe, la même crise?
La situation est difficile, mais nous ne sommes pas exposés aux mêmes difficultés, notamment au niveau de l'endettement public. Cela dit, nous devons mettre plus de sécurité dans les questions économiques. Nous avons déjà commencé à le faire. Nous devons poursuivre avec le soutien à l'emploi, aux infrastructures et au logement. Les premières victimes d'un système économique qui se grippe, ce sont les gens qui travaillent et à qui nous ne pourrons plus garantir des transports publics performants, des logements, un bon système éducatif.

Que proposez-vous pour contrer le franc fort?
Il y a l'action de la Banque nationale, mais ce n'est pas tout. En août, j'ai proposé avec le groupe parlementaire un modèle simple et ciblé qui permette de soutenir les entreprises exportatrices en fonction de leur exposition aux risques de change. Le but est d'apporter une aide directe à l'emploi et de permettre aux entreprises de passer un mauvais cap. Avec cela, on évite le système d'arrosoir.

La Banque nationale doit-elle relever le taux plancher du franc face à l'euro, comme le réclament les banques, par exemple?
Je suis favorable à un relèvement du taux plancher du franc par étapes. Maintenir un plancher à 1 fr. 20 n'a pas coûté très cher. Le relever encore sera plus difficile. Je pars de l'idée que la BNS a un plancher solide à 1 fr. 20, elle peut essayer 1 fr. 25 et puis 1 fr. 30. Au-delà, je ne vais pas dire à la BNS comment elle doit agir, mais elle doit savoir qu'elle a un soutien politique.

Parlons de Novartis. L'Etat peut-il et doit-il intervenir?
Novartis est une entreprise qui va très bien et qui mène une restructuration pour des raisons de profit. L'Etat peut intervenir, d'abord en cherchant le dialogue pour rappeler l'importance du partenariat social. Je leur rappellerais que la paix du travail dont bénéficient énormément les entreprises dans notre pays est remise en cause par ce genre de manière de faire et j'inciterais l'entreprise à y réfléchir. Ensuite, je leur montrerais les éléments favorables dont l'entreprise bénéficie en Suisse - stabilité politique, fiscalité faible en comparaison internationale et législation favorable dans le domaine des médicaments. Je leur dirais: «Faites attention à ne pas affaiblir la base sur laquelle vous avez construit votre réputation et votre succès.»

Aujourd'hui, les marchés sont tout-puissants. Ils font même tomber les gouvernements. Est-ce qu'il faut revoir le capitalisme à la mode d'aujourd'hui?
Il n'est pas possible de nier que le système économique, et notamment le système financier, a vraiment exagéré. Et je dirais même dérapé. La bonne réponse à cela, c'est la démocratisation de l'économie. En Suisse, cela passe notamment par le renforcement du droit des actionnaires dans les grandes sociétés, par un dialogue plus fort et plus suivi entre politique et économie, et par des mesures concrètes, comme la taxation des bonus. Il faut rendre les entreprises plus transparentes dans l'exercice de leur pouvoir.

Sur le secret bancaire, la Suisse est sous pression internationale. Nos relations sont difficiles avec les Etats-Unis. Qu'est-ce qui ne va pas?
C'est vrai que la situation s'est compliquée et durcie avec la crise financière et bancaire. Nous sommes sous pression depuis 2007-2008, et cela se développe encore. Nous sommes un petit pays et nous devons avoir de la flexibilité pour anticiper les problèmes. Pour prendre une comparaison sportive, je dirais qu'il nous faut un bon jeu de jambes et de la souplesse. Nous n'avons pas assez anticipé le problème du secret bancaire. La question était pourtant déjà sur la table dès 2002. Aujourd'hui, il faut comprendre que les Etats qui nous entourent n'acceptent plus que la Suisse offre un cadre pour l'évasion fiscale.

L'avocat Dominique Warluzel estime que le Conseil fédéral a sacrifié le secret bancaire et que l'accord UBS-Etats-Unis était une erreur. Partagez-vous cette analyse?
Il est clair que nous n'allons pas défendre les fraudeurs étrangers, mais la Suisse est aussi un Etat de droit. Je me suis donc opposé jusqu'au bout à cet accord. Nous aurions dû le rappeler aux Américains tout en nous engageant à avancer rapidement sur ce dossier. Nous n'avons pas cherché à évaluer si les Etats-Unis avaient réellement les moyens de mettre en application les menaces à l'égard d'UBS. Bref, la Suisse a cédé rapidement et créé un précédant. Nous imaginions que d'autres banques seraient concernées et on voit aujourd'hui que c'est le cas.

Nos relations sont également difficiles avec Bruxelles. Faut-il briser le tabou de l'adhésion à l'Union européenne?
La Suisse gagne près d'un franc sur trois ou quatre en Europe. Nos relations sont donc très étroites avec l'Union européenne, à tel point que nous subissons les conséquences des difficultés de l'UE. Nous ne devons donc pas nous réjouir de ses problèmes. Cela dit, l'Europe que l'on voit aujourd'hui ne fait pas envie. Il n'y a aucune majorité, ni au Parlement ni dans la population, pour reprendre des discussions en vue d'une adhésion. La question ne se pose donc pas.



Alain Berset: «Il n'est pas possible de nier que le système économique, et notamment le système financier, a vraiment exagéré. Et je dirais même dérapé.» GÉRALD BOSSHARD

Bio express

Né le 9 avril 1972, à Fribourg. Licencié en sciences politiques en **1996** (docteur en 2005). Elu à la Constituante fribourgeoise en **2000**. Conseiller stratégique du conseiller d'Etat Bernard Soguel (NE) dès **2002.** Elu conseiller aux Etats en **2003**, président des Etats en **2009.** Marié et père de trois enfants (8, 6 et 4 ans). **J.MT**

«Je suis conscient de la place de Genève dans le monde»

● Micheline Calmy-Rey s'est beaucoup engagée en faveur de la Genève internationale. Alain Berset - s'il devait reprendre les Affaires étrangères - y porterait-il la même attention? Le Fribourgeois répond par l'affirmative. «La Genève internationale est très importante pour la défense de l'image et des intérêts de la Suisse à l'étranger, affirme-t-il. Si nous voulons garantir sa place et son rayonnement face à la concurrence d'autres villes, la question des bâtiments pour les organisations internationales est essentielle.» Le sénateur, qui siège depuis 2003 à la commission qui s'occupe des investissements immobiliers de la Confédération en faveur des institutions onusiennes à Genève, connaît son dossier. «Cela a toujours été une question primordiale pour moi», insiste-t-il. Pour la seule année 2011, il est venu deux fois à Genève avec la délégation des finances pour examiner l'état du dossier. Pas question pour lui de rogner sur les crédits affectés à la Genève internationale. Cela suffira-t-il pour garder au bout du lac des institutions internationales convoitées par Vienne, Bonn et l'Asie? Alain Berset ne donne pas de détails sur la stratégie qu'il imagine pour garantir l'avenir de la place internationale. «Il y a des enjeux importants, il faudra s'y préparer avec attention et les solutions existent.» **P.R./T.M./J.MT**